

# profil

Numéro 87, mai 2013

## Évaluation de programme au Mali

**Au Mali, entre 2001 et 2010, le pourcentage de la population pauvre a globalement baissé de 55,6% à 43,6% avec une baisse respectivement de 66,8% à 51,0% pour la population rurale. La pauvreté monétaire reste moins élevée dans les régions du Nord (Tombouctou, Gao, Kidal) par rapport au reste du pays et au Sud (notamment la région de Sikasso). Dans les régions du Nord, le problème principal est plutôt la vulnérabilité aux aléas climatiques et la rareté des services de base, santé et éducation. Les conflits au Nord du pays ont toujours existé depuis l'indépendance et ont dominé la scène de 1990 jusqu'en 1996 quand le Gouvernement et les rebelles ont déposé les armes. À partir de 2006, les attaques dans le Nord du pays ont augmenté en nombre et, en mars 2012, le mécontentement de l'armée malienne lié aux conditions de combat dans le Nord a abouti à un coup d'État. Ensuite, le pouvoir a été remis aux autorités civiles. Entretemps, les rebelles, Touaregs et groupes islamistes, ont pris le contrôle du Nord du pays jusqu'à l'intervention des forces internationales début 2013.**

Ayant démarré ses opérations au Mali en 1982, le FIDA y a financé 12 projets (dont 5 actifs à l'époque de cette EPP) pour un coût total de 474 millions d'USD dont 183 millions (39%) de prêts du FIDA à conditions très favorables. Depuis 2010, le FIDA supervise directement tous les projets et, en 2012, le FIDA a établi un bureau de pays au Mali géré par un cadre national sous la responsabilité du chargé de programme de pays basé à Rome.



Un éleveur de chèvres marche à un point d'eau potable.

©FIDA/Amadou Keita

Ce profil synthétise les principaux résultats de la deuxième évaluation de programme de pays conduite au Mali par le Bureau indépendant de l'évaluation du FIDA en 2012. Cette évaluation a eu pour objectifs principaux d'apprécier la performance du programme et l'impact des opérations du FIDA au Mali et de fournir les éléments de base pour la préparation du nouveau programme stratégique qui sera agréé par le FIDA et le Gouvernement du Mali à la fin du processus d'évaluation.

### Les principaux constats de l'évaluation

Le programme de coopération entre le Gouvernement du Mali et le FIDA s'est globalement amélioré durant les cinq dernières années. Parmi les aspects les plus prometteurs, l'évaluation de 2012 note l'adaptation des projets aux mécanismes prévus par les politiques nationales en matière de décentralisation et l'appui du programme au renforcement institutionnel des collectivités locales. En matière de finance rurale, les interventions ont été réorientées de façon à mieux s'insérer dans le sillon des stratégies sectorielles nationales et à suivre des « bonnes pratiques » pour améliorer les chances de durabilité.

Dans le domaine de l'élevage, des résultats significatifs sont à relever pour les bourgoutières, la restauration des pâturages et la santé animale. Par contre, l'efficacité dans le domaine de l'agriculture a été quelque peu décevante, notamment à cause du nombre limité de petits périmètres irrigués villageois réalisés. Concernant l'appui aux services de base, de bons résultats ont été observés concernant la formation des élus et des fonctionnaires des collectivités territoriales et des services techniques déconcentrés de l'État. En revanche, la réalisation de certaines infrastructures (notamment pour les pistes) a été en deçà des objectifs.

En termes d'impact sur les ménages et les communautés, les éléments les plus significatifs sont la contribution à la réduction des taux de malnutrition infantile et les capacités renforcées des collectivités locales et des services déconcentrés. Du point de vue institutionnel, on relève une meilleure maîtrise

du travail des élus et des fonctionnaires communaux et de meilleurs rapports entre élus et communautés. Ce dernier point est important puisqu'un bon fonctionnement des administrations locales concourt aux objectifs de développement au-delà des objectifs immédiats des projets et offre aux organisations de base une porte d'entrée pour la participation dans les affaires publiques.

Les partenariats du FIDA ont été renforcés et diversifiés avec les institutions publiques, tant au niveau national qu'aux niveaux décentralisés, ainsi qu'avec les bailleurs, notamment la Banque mondiale et la Banque africaine de développement. Le FIDA s'est mieux inséré dans les mécanismes de coordination des partenaires techniques et financiers. L'implication d'entrepreneurs privés comme partenaires a été assez limitée jusqu'à présent, mais quelques récentes expériences (notamment l'installation de services vétérinaires privés et des initiatives-pilotes en matière de biocarburants) représentent un point de départ pour le futur.



Les femmes portent du mil après la récolte dans la région de Kayes.

©FIDA/Roberto Faidutti

## MALI EN CHIFFRES

Population: **16 millions (mi-2012)**

Taux de croissance de la population: **3,0% (2012)**

Taux de croissance annuel du PIB en termes réels: **4,8% (2006-2011)**

Prévalence de la pauvreté: **43,6% au niveau national et 51,0% dans les zones rurales (2010)**

Proportion du PIB agricole sur le PIB total: **36,5% (2011)**

Espérance de vie à la naissance: **51 ans, avec 52 ans pour les femmes (2011)**

Index de développement humain: **0,359 (2011) - classifié comme niveau faible de développement humain**

Volume des prêts du FIDA 1982-2012: **183 millions d'USD**

Sources: Banque Mondiale Rapport sur le développement dans le monde 2012; PNUD Rapport sur le développement humain 2012; Population Reference Bureau 2012 - World Population Data Sheet 2012.

### Pour en savoir plus:

République du Mali, Évaluation du programme de pays, Rapport N° 3011-ML, Mai 2013, ISBN 978-92-9072-389-9, Bureau indépendant de l'évaluation du FIDA, Via Paolo di Dono, 00142 Rome, Italie. Le rapport complet, profil et enseignements sont disponibles en ligne à [www.ifad.org/evaluation](http://www.ifad.org/evaluation); courrier électronique: [evaluation@ifad.org](mailto:evaluation@ifad.org).

Le COSOP 2007 a bien pris en compte la stratégie nationale de réduction de la pauvreté de l'époque et les principaux documents sectoriels. Il a cherché à insérer les actions du FIDA dans le contexte de la coordination des partenaires techniques et financiers. Le FIDA a répondu à la demande du gouvernement malien d'investir dans les zones sensibles du Nord du pays. Mais, le COSOP 2007 aurait pu mieux discuter la géographie de la pauvreté étant donné que la prévalence de la pauvreté monétaire est plus élevée dans le Sud. La question des risques dans les zones de conflit du Nord semble avoir été sous-estimée: le COSOP 2007 a identifié des risques à un niveau général mais n'a pas articulé des mesures d'atténuation claires et bien définies pour y faire face.

## Les recommandations principales

- Présenter dans la prochaine stratégie un diagnostic de la situation de la pauvreté et des opportunités de développement rural (agricole et non agricole) et une analyse plus étoffée des risques de conflits et des risques climatiques, avec des mesures pour atténuer ces risques.
- Accentuer le poids au Sud du pays dans la priorisation géographique et encourager une plus forte focalisation thématique. Cette recommandation n'est pas seulement justifiée par la récente crise au Nord du pays, mais aussi par la prévalence de la pauvreté et la densité de la population au Sud.
- Engager plus systématiquement les entrepreneurs privés et leurs organisations professionnelles dans les activités du programme, en commençant par la phase de conception des projets, mais aussi durant leur mise en œuvre. Cela implique aussi de se concentrer dès le début sur la viabilité économique des activités productives et de porter plus d'attention à la transformation, la valorisation et la mise en marché.
- Améliorer le système de gestion au niveau du programme, plus particulièrement, renforcer le système de gestion et de suivi au niveau stratégique en développant un cadre logique de référence commun harmonisé avec les cadres logiques et les indicateurs au niveau des projets. Dédier plus d'attention à l'analyse et à la capitalisation, et à la consolidation des expériences des projets du FIDA afin d'alimenter un dialogue sur les politiques publiques basé sur des expériences concrètes.